



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

Les déterminants des migrations résidentielles en France métropolitaine en 2012

Mr Samuel ETTOUATI

LEAD Doctorant contractuel

280 av du Maréchal FOCH 83000 Toulon Var France

ettouatisamuel@live.fr 0647436470

Mme Alexandra SCHAFFAR

LEAD - Toulon MCF

6 rue St Paul 83400 Hyères France

schaffar@univ-tln.fr 0625905365

Référence à la session / reference to the session

A6 – Économétrie et statistique spatiale, B5 – Phénomènes migratoires

Résumé / Summary

MOTS-CLÉS : migrations résidentielles – modèle de Poisson - filtrage spatial – recensement - France métropolitaine.

RÉSUMÉ.

En 2012 en France métropolitaine, 4,4 millions de personnes ont changé de commune de résidence. Corollaire d'une attractivité accrue, les régions d'accueil privilégiées sont celles du littoral atlantique et du sud-ouest au dépend de celles du nord-est et du centre (Baccaïni, 2007). Les années 2000 ont vu par ailleurs la genèse d'inflexions démographiques et l'attractivité de nombreux territoires ne progresse plus depuis, voire régresse. Capter les ménages mobiles est ainsi devenu un enjeu prioritaire des acteurs publics locaux. L'image renvoyée par le territoire est déterminante pour le maintien de sa compétitivité. Il faut attirer tout individu susceptible de participer positivement au développement local. Il s'agit aussi de maintenir un équilibre entre les différentes populations et empêcher tout conflit entre les différentes politiques de promotion. L'objectif de ce papier est d'identifier les leviers à disposition des collectivités territoriales afin d'accroître leur attractivité résidentielle.

Via les données du recensement de la population, nous modélisons l'intensité des flux migratoires entre zones d'emploi (ZE) de France métropolitaine en 2012. Nous supposons, comme Flowerdew et Aitkin (1982), que ces flux suivent une distribution de Poisson. L'avantage de cette approche est double : mesurer les effets du territoire d'origine comme de destination sur l'attractivité résidentielle (Doucet et al., 2015), et

contrôler des biais d'interactions géographiques par filtrage spatiale (Fisher, Griffith, 2008). Nous proposons ainsi, pour la première fois à notre connaissance, une modélisation des flux de mobilité en France, en distinguant les différentes populations susceptibles de migrer. Nous mettons ainsi en évidence trois leviers à la mobilité : les opportunités sur les marchés du travail, les conditions d'accès à un logement et la qualité de vie offerte par les territoires.

Synonyme d'un coût à la mobilité plus important, la propension à migrer entre deux ZE est d'autant plus faible qu'elles sont éloignées (Hautamaki, 1971). Par ailleurs, les déménagements vers les métropoles sont les plus nombreux. Toutefois, l'amplitude de ces effets diffère selon les individus. Les étudiants, les seniors ou encore les gens vivant seuls sont plus enclins à déménager loin. Parallèlement, les retraités semblent moins polarisés par les territoires métropolitains que les diplômés du supérieur.

La littérature la plus dense sur les migrations internes est celle caractérisant leurs liens avec la dynamique du marché du travail. Une ZE est d'autant plus attractive que son taux de chômage est bas (Debrand, Taffin, 2005) ou encore que le turn-over de sa main-d'œuvre est élevée. Sans surprise, la décision de migrer des jeunes et des actifs est plus sensible aux conditions sur les marchés du travail que ne peut l'être celle des seniors. Motivées par leur quête d'insertion professionnelle, le départ du domicile parental constitue la première migration d'un individu. Ces mobilités sont favorables aux espaces urbains pourvus d'infrastructures (Détang-Dessandre et al., 2002), en particulier les métropoles, mieux dotées en emplois valorisant leur capital humain.

L'envol du domicile familial se conjugue aussi avec la recherche d'un logement adapté à une jeune personne seule (Courgeau, 1984). Les plus juvéniles sont réticents à quitter un territoire offrant de nombreux logements, notamment sociaux. Cette facilité d'accéder à un toit joue à l'inverse négativement sur la mobilité des seniors. L'image que renvoie les territoires offrant de nombreux logements sociaux est en inadéquation avec la quête de tranquillité et de bien-être recherchés par ces derniers.

Dans tous les cas, ces mouvements restent conditionnés aux contraintes sur le marché du logement (Gobillon, Wolff, 2010). Il apparaît que les gens quittent les territoires taxant le plus l'usage des logements. Si cet impôt est nécessaire aux financements des biens publics locaux, l'image qu'elle renvoie est néfaste pour l'attractivité résidentielle, en particulier des retraités, moins séduits par toute forme d'épargne.

Les ménages sont aussi en quête d'une offre de biens et services en parfaite adéquation avec leur demande (Jayet, 1996). Les taux d'équipements mettent en évidence que ceux dédiés aux seniors attirent toutes les populations, à l'inverse de ceux dédiés aux jeunes. La silver economy, en pleine expansion avec le vieillissement de la population, profitent à tous par des effets de diffusion et rayonnement. Parallèlement, un grand nombre d'équipements dédiés aux jeunes ne suffit pas à les attirer. Seules 41 zones d'emploi accueillent plus d'étudiants qu'elles n'en perdent. Elles sont globalement proches des espaces métropolitains et de leurs structures.

Enfin, certains territoires sont dotés d'aménités intrinsèques, non-rivales et non-exclusives, facteurs d'attractivité résidentielle comme économique (Glaeser, Tobio, 2007). Les gens sont réticents à quitter les territoires les plus ensoleillés et les plus sécurisés (Graves, 1976), surtout les retraités. Ces derniers ne sont pas rebutés à l'idée de déménager pour un territoire très touristique, et conscients des externalités positives qu'apporte cette activité, la propension à quitter un territoire des 15-34 diminue avec la densité de lits touristiques.

Bibliographie / Bibliography

•Aitkin M., Flowerdew R., (1982), « A method of fitting the gravity model based on the Poisson distribution. », Journal of Regional Science, vol.22, pp.191–202.

- Baccaïni B., (2007), « Les flux migratoires interrégionaux en France depuis cinquante ans », *Population*, vol.62, pp.143-160.
- Courgeau D., (1984), « Relations entre cycle de vie et migrations », *Population*, vol.39, n°3, pp.483-513.
- Debrand T., Taffin C., (2005), « Les facteurs structurels et conjoncturels de la mobilité résidentielle depuis 20 ans », *Économie et Statistique*, n°381-382, pp.125-146.
- Détang-Dessendre C., Piguët V., Schmitt B., (2002), « Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population*, vol.57, n°1, pp.35-62.
- Doucet R., Margaretic P., Thomas-Agnan C., (2015), « Spatial dependance in (origin-destination) air passenger flows », *Papers in Regional Science*.
- Fisher M. M., Griffith D. A., (2008), « Modeling spatial autocorrelation in spatial interaction data : an application to patent citation data in the European Union », *Journal of Regional Science*, vol.48, n°5, pp.969-989.
- Glaeser E. L., Tobio K., (2007), « The rise of the sunbelt », National Bureau of Economic Research, Working Paper Series, n°13071.
- Gobillon L., Wolff F.-C., (2010), « Housing and location choices of retiring households: Evidence from France », *Urban Studies*, vol.48, n°2, pp.331-347.
- Graves P. E., (1976), « A reexamination of migration, economic opportunity, and the quality of life », *Journal of Regional Science*, vol.16, n°1, pp.107-112.
- Hautamaki L., (1971), « Interprovincial migration and the non-linear interaction hypothesis », *Fenni*, n°102, 13p.
- Jayet H., (1996), « L'analyse économique des migrations, une synthèse critique », *Revue économique*, vol.47, n°2, pp.193-226.